

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 71 du 09 avril 2017

L'égratignure faite à Bachar

Trump a égratigné Bachar, lequel (ou ses sbires) avait la veille ressorti le gaz sarin qu'il était censé avoir confié à Poutine, pour en asperger la population d'une zone insurgée qui tient encore. En mesure officielle de rétorsion, les forces US ont bombardé la base aérienne d'où est partie l'opération, non sans avoir prévenu les forces russes, lesquelles avaient donc informé l'armée syrienne.

Ce que ces événements ne sont pas.

Instantanément, s'est déclenché le concert de ceux qui, indifférents aux massacres continuels de Bachar, voient la guerre mondiale à nos portes et revivent en boucle, éternellement, les deux guerres du golfe des Bush père et fils, non pas sous l'effet des massacres, mais sous celui des égratignures faites aux massacreurs. *L'Humanité* titre : « *Quelle connerie la guerre (Jacques Prévert)* » Certes, mais il est dommage que son spectre soit perçu quand Bachar est égratigné et pas quand il gase les populations.

Les fins géopoliticiens nous expliquent que le pire est d'ignorer « l'ONU » et de mettre fin au « dialogue » : ONU et dialogue, rappelons-le, en Syrie, signifient tortures, viols de masse, bombardements continuels, et de temps en temps gaz sarin, depuis maintenant six années.

D'ailleurs, beaucoup de ces indignés ne l'ont pas trop été y compris par les précédents bombardements US. Que l'impérialisme nord-américain coache toujours plus le Rojava kurde, y compris sous Trump, silence radio. Que Daesh et le PYD kurde aient dû faire, dans son dos, une brève trêve pour vérifier les brèches ouvertes dans le barrage de Tabqa, sur l'Euphrate, par les bombes US, cela n'a pas suscité de communiqués – et pourtant quelle menace ! Que les aviations US mais aussi britannique et française aient, en connaissance de cause, tué des centaines et des centaines de civils à Mossoul en Irak, silence radio encore. Que les avions US tuent également des civils au Yémen, pas de mobilisation non plus.

Mais que Trump égratigne Bachar, alors là ...

Il faut donc dire clairement ce que ces événements ne sont pas : il ne s'agit ni du déclenchement d'une guerre mondiale, ni d'une répétition des guerres du golfe des Bush père et fils.

Crise au sommet à Washington.

On ne saurait comprendre ce qui se déroule si on ne remonte pas à la source : la très grave crise au sommet à Washington.

L'avènement de Trump a vu cinq millions de manifestantes et de manifestants. C'est l'acte initial : la société nord-américaine a fait savoir qu'elle ne se laisserait pas faire, qu'elle défendrait les droits démocratiques, les femmes, les droits sociaux.

Sur cet arrière-plan, s'est développée toujours plus la crise au sommet, aboutissant à un Trump plus faible dans la réalité que ne l'avait jamais été Obama, ce qui n'est pas peu dire.

Il s'agit d'une crise constitutionnelle et nationale. Le président a été contré par le pouvoir judiciaire sur ses décrets anti-musulmans. Il n'est pas parvenu à faire abroger l'Obamacare par le Congrès, et si son candidat à la Cour suprême, Neil Gorsuch, a été investi par le Sénat, c'est par un coup d'État de procédure qui vient du groupe républicain. Les refus anticipés de grandes villes et de comtés d'appliquer ses lois anti-étrangers, allant jusqu'à un petit bruit de fond sécessionniste en Californie, mettent le doigt sur les équilibres fédéraux. Bien qu'il ait contre-attaqué en lançant un Watergate rétrospectif contre Obama qui l'aurait espionné (ce qui est bien possible), la poursuite du travail de sape par la CIA et la NSA à l'encontre du président et de son entourage a conduit à l'éviction du général Flynn et à la neutralisation de l'idéologue de l'*Alt right* Steve Bannon, évincé du Conseil national de sécurité.

Dans ce tableau, il semblait manquer jusqu'il y a peu un acteur de poids, la Fed (Banque fédérale US). Justement : ses « minutes » publiées mercredi 5 avril soulignent « *la considérable incertitude sur la date et l'ampleur des changements de politique budgétaire* » - on ne saurait mieux souligner le doute sur ce que fera ou pas, pourra faire ou pas, l'administration Trump -, estiment que les taux boursiers actuels sont « *assez haut par rapport aux normes classiques de valorisation* », autrement dit qu'ils devraient baisser, et annonce une réduction de son bilan d'ici à la fin de l'année. De plus, la composition du Comité de Politique Monétaire a connu en début de semaine la démission du président de la Fed de Richmond, Jeffrey Lacker, pour une affaire de viol de confidentialité.

Ce serait minimiser la réalité que de se contenter de l'antienne sur la permanence des « freins et contrepoids » dans la république américaine. Quand les freins et contrepoids, au lieu de se freiner et de contre-peser, se tirent dans les pattes et se paralysent, on assiste à autre chose : une crise organique de l'appareil d'État de la première puissance mondiale.

Portée diplomatico-militaire.

Une conséquence en est, comme déjà sous Obama mais à un degré supérieur, une relative autonomisation des chefs militaires. Trump a inventé un *story-telling* selon lequel il avait changé d'avis à propos du méchant Bachar en ayant vu les images horribles d'enfants étouffant. Faites pleurer ce grand garçon, et, en *nasty man* (comme le chante Joan Baez), le voilà qui vous délivre un paquet de bombes ?

En fait, la décision a à l'évidence été prise par les généraux Mac-Master et James Matis, et le fait d'informer les forces russes en faisait partie, sachant que le secrétaire d'État Rex Tillerson est attendu officiellement à Moscou la semaine prochaine. Et elle a été prise, et mise en œuvre, alors même que le couple officiel Trump recevait le couple officiel Xi Jinping.

Trump a été élu sur une ligne de politique internationale assez claire : contre la Chine, avec la Russie, bilatéralisme, et hostilité à l'Iran. Cette ligne correspond aux intérêts généraux de

l'impérialisme nord-américain : elle affirme de manière plus brutale ce que Clinton et Obama avaient appelé le « recentrage sur l'axe Asie-Pacifique », contrecarré par les révoltes arabes, le Maidan ukrainien et leurs suites. Depuis son avènement, Trump a en outre affiché une hostilité croissante envers l'Allemagne, déclinée sur le plan commercial mais dont le contenu géopolitique est certain également, s'accordant avec la main tendue à Poutine.

Cependant, plusieurs de ses hommes, à commencer par Rex Tillerson lui-même qui a notoirement ses entrées au Kremlin, ont pris le contre-pied de cette ligne en ce qui concerne la Russie.

On peut avancer là toutes sortes d'explications factuelles - nécessité de se dégager d'une étreinte compromettante, luttes intestines, etc. La cause profonde est la suivante : la place prise par la Russie, disproportionnée d'ailleurs par rapport à sa puissance économique réelle, est en grande partie le résultat d'un appel d'air créé par la crise US, surtout depuis les révoltes arabes. La Russie a bien mérité du capitalisme mondial en permettant le massacre continual de la révolution syrienne, mais il faut lui imposer de bonnes relations tout en la remettant à sa place. Il n'est donc pas contradictoire que le même homme, PDG d'Exxon Mobil, partenaire pétrolier de Poutine, ait, dans le cadre de l'OTAN, tenu des propos sur l'Ukraine, la Crimée et l'Europe centrale et orientale allant à l'encontre du j'menfoutisme affiché par Trump. Mais c'est aussi lui qui avait explicité le fait que Bachar pourrait rester au pouvoir, ce qui a dû encourager ce dernier à gazer. Et c'est lui qui se rend à Moscou tout prochainement.

L'égratignure faite à Bachar, acte militairement de faible portée, est diplomatiquement retentissant : il tend à effacer le syndrome de la reculade en rase campagne d'août-septembre 2013, moment clef dans l'affaiblissement du leadership US au Proche et Moyen Orient. En ce sens, dans la mesure où Trump l'assume et se présente comme son auteur, il peut contribuer à contrecarrer son propre affaiblissement, ce qui, pour le coup, convient aux chefs militaires qui n'ont pas intérêt à avoir un exécutif trop hors sol à partir du moment où celui-ci les respecte.

Par cet acte symbolique l'impérialisme russe se trouve donc rappelé à sa place de second rang, un peu oubliée ces derniers temps. Il est donc « normal » que Poutine affiche le plus vif mécontentement. Il ne pouvait pas faire moins. La suspension de l'accord d'octobre 2015 sur la sécurité des vols militaires aériens en Syrie, par lequel Obama lui avait donné toute licence de bombarder les populations, rend en théorie possible des « accidents » opposant les deux forces, aériennes et anti-aériennes. C'est évidemment dangereux : la collaboration des puissances impérialistes est conflictuelle, se fait dans la rivalité et rend possible tout « dérapage ». Reste à voir si cette suspension est effective sur le terrain, ce dont on peut douter. Sur le terrain, la position militaire russe reste absolument déterminante et il est donc possible aussi que l'égratignure faite à Bachar se résorbe telle une crise d'urticaire, aidant même, sans qu'on le dise trop fort, Poutine à discipliner et contrôler Bachar ...

D'autre part, l'égratignure faite à Bachar a été en somme un spectacle offert au visiteur Xi Jinping et peut être interprétée comme une illustration de ce que Washington pourrait faire, aussi, envers la Corée du Nord, Trump ayant proféré de mâles déclarations à ce sujet la semaine précédente. Le projet d'installer un bouclier anti-missile en Corée du Sud, contrecarré par les mouvements sociaux et démocratiques dans ce pays où la présidente corrompue vient d'être renversée, vise à neutraliser

les forces stratégiques chinoises, la Corée du Nord servant de prétexte, et alors que le président philippin Dutertre semble faire pencher à nouveau vers Washington ses gesticulations.

Ces événements s'intègrent bien sûr dans la campagne présidentielle en cours en France. Je tâcherai d'y revenir prochainement.

VP, le 08/04/2017.

A propos du "trou" d'air de Benoit Hamon

B. Hamon, qui a perdu un ou deux points dans les sondages depuis une semaine, passant derrière J.L. Mélenchon. Il n'est pas difficile d'en décrypter les causes :

- 1) Hollande, Valls, le gouvernement ... roulent pour Macron et organisent en grand le déboulonnage du candidat qui, pour eux, n'aurait pas dû exister,
- 2) dans ces circonstances, les couches sociales qui envisagent de voter soit Mélenchon soit Hamon, et qui, quoi qu'en disent les théoriciens des « électorats qui ne s'additionnent pas », sont socialement à peu près les mêmes, hésitent car elles souhaiteraient avoir un « candidat de gauche » à mettre au second tour, donc, suite à Macron, Mélenchon mord un peu sur Hamon,
- 3) celui-ci cherche à se battre mais il est loin, avec son staff, d'avoir les moyens politiques par lui-même de résister à pareille offensive : le fils spirituel de Martine Aubry se retrouve candidat en raison, au fond, du mouvement contre la loi El Khomri !

Dans ces circonstances, en toute objectivité, il est en réalité remarquable que les sondages manifestent une telle résistance électorale de la part du candidat qui ne devait pas être là. Cette résistance a des fondements sociaux : l'électorat socialiste historique essaie de résister, sur la base de la rupture et de l'opposition au « bilan » de MM. Hollande et Valls.

Du point de vue de la classe ouvrière (les salariés, actifs, chômeurs, retraités ou jeunes), seule l'unité Mélenchon-Hamon garantit :

- la présence du candidat commun au second tour,
- sa victoire sur Le Pen, Fillon ou Macron, dans une situation où Le Pen devant Fillon ou Macron peut, quant à elle, gagner.

Cette donnée objective nourrit la permanence du mouvement pour l'unité qui n'a strictement rien à voir avec le complot élyséen que quelques doctrinaires de la « nature bourgeoise du PS » en tant que facteur métaphysique plus fort que tout développement réel, renforcés par quelques insoumis exaltés, veulent imaginer.

Si J.L. Mélenchon avait eu en vue les intérêts de la classe ouvrière et cette victoire, il se serait positionné pour l'unité depuis des mois et serait, aujourd'hui, le candidat commun.

Il en avait entièrement la possibilité, mais il aurait fallu pour cela qu'il se définisse comme candidat unitaire de tous les partis et courants issus du mouvement ouvrier, **ce qui va contre sa volonté** : il se veut candidat de la « France insoumise », au dessus des classes et des partis.

Si l'on exclut cette hypothèse du candidat unitaire, aucun des deux n'a grande chance d'aller au second tour, mais le mieux placé des deux pour y aller malgré tout est a priori Hamon, s'il reprend des voix issues de l'électorat socialiste à Macron, ce que Mélenchon n'a ni la possibilité ni la volonté de faire, et s'il apparaît comme démarqué de Hollande et comme un « vote utile » possible.

C'est bien entendu ce scenario qui constitue la cible de l'opération de déboulonnage de Hamon par l'exécutif et des secteurs du PS. L'exécutif de la loi El Khomri et de l'état d'urgence essaie ainsi de mener jusqu'au bout le sale travail du quinquennat en tentant d'amorcer une refondation de la V^e République autour de Macron, l'héritier de Hollande comme de Sarkozy, prenant ainsi le risque de faire élire Mme Le Pen.

Mais encore à ce stade, J.L. Mélenchon et son appareil politique auraient la possibilité d'imposer l'unité à leur profit en captant, comme leurs partisans l'espèrent, les voix de Hamon, par la défense des revendications communes, et une démarche unitaire invitant au regroupement et à la discussion. Force est de constater qu'à nouveau telle n'est pas leur méthode puisque ceci exigerait de ne plus se poser en « candidat de la France insoumise » n'acceptant le soutien des « partis politiques » que du bout des lèvres et avec dédain.

Dès que Hamon est passé derrière Mélenchon dans un sondage, les sondages, jusque là « mensonges des médias et du PS », sont devenus des références pour le sommer de se liquider purement et simplement en dehors de toute considération unitaire, comme le souhaitent par ailleurs, de plus en plus ouvertement, Valls et les siens.

Et l'orientation consistant à affirmer vouloir gagner les voix des abstentionnistes et mordre largement dans les voix du FN, non par le regroupement pluraliste des forces du mouvement social, mais par le magnétisme du Chef et de son « peuple », est réaffirmée. Le lancement du thème d'une conférence internationale pour réviser à l'avantage de Poutine les frontières en Europe centrale et orientale, thème appuyé par Fillon et par Le Pen, s'inscrit dans le cadre de cette orientation de plus en plus réactionnaire.

Aucun scenario, dans la situation de crise ouverte que nous connaissons, n'est à exclure. Le scenario de Hamon au second tour n'est pas éliminé, car il constituerait malgré tout le développement le moins défavorable aux intérêts de la classe ouvrière : loin de signifier la réédition aggravée du quinquennat Hollande (cela, c'est Macron), il signifierait que les forces sociales qui ont affronté Hollande et Valls, sans illusion, auraient eu la capacité de barrer la route à Le Pen, Fillon et Macron. Aucune paix sociale envers une présidence Hamon ne s'ensuivrait. Le scenario de Mélenchon au second tour s'il se produit sera l'œuvre des mêmes forces sociales, et non pas du « peuple rassemblé contre l'oligarchie » : entre ces forces sociales et la ligne de la « France insoumise », la démarcation politique devrait alors s'amorcer, à grande échelle.

Mais en réalité, chacun de ces deux scénarios est rendu peu probable par la division de l'un et de l'autre. La question d'une entente entre eux désignant Le Pen, Fillon et Macron comme ennemis

communs et réaffirmant l'exigence d'abrogation de la loi El Khomri demeure donc tout à fait centrale, sans même parler de retrait de l'un ou de l'autre. Aujourd'hui, tout de suite, un soutien commun aux revendications du peuple guyanais et une mise en garde au gouvernement contre les velléités répressives (auxquels l'appellent Le Pen, Fillon et Macron) serait un signal du tournant rendant tout possible.

Car si cette unité là se réalise, l'unité sur la base des revendications, pas pour rénover l'UE avec A. Merkel comme l'envisage l'un, ni pour la rénover avec V. Poutine, comme l'envisage l'autre, mais sur la base de nos revendications, **alors tout devient possible**.

C'est sans doute pour ça que cela ne se fait pas ... **Et c'est pourquoi en nous battant maintenant en ce sens, nous préparons de toutes façons les luttes immédiates au lendemain du 23 avril puis du 7 mai, dans tous les cas de figure.**

27-03-2017.

Des partis démocratiques, pas des Ligues plébiscitaires !

C'est une affaire entendue : E. Macron est le candidat de l'Elysée et du MEDEF, ainsi que de Mme Merkel. D'où la puissance de ses soutiens, facteur clef de sa percée qui ne provient d'aucun mouvement spontané. Le «scenario» pré-écrit est celui d'un second tour Macron/Le Pen afin de faire élire Macron.

Il exige que Fillon, fusillé tous les deux jours par une de ces affaires croustillantes dont il a le secret, et peut-être, accessoirement, affaibli par Dupont-Aignan, continue à baisser ; que la division entre Mélenchon et Hamon demeure soigneusement entretenue ; et que, au second tour, le bon peuple se montre discipliné et aille voter plutôt que de laisser s'ouvrir une crise majeure avec Mme Le Pen.

Aucune de ces conditions n'est complètement évidente, à commencer d'ailleurs par la première. Vue la taille des casseroles, la résistance de Fillon n'est-elle pas étonnante ? Certes on invoque pour l'expliquer des facteurs tels que l'entêtement du personnage, etc. Là n'est pas l'essentiel : casser Fillon c'est casser le «parti» LR, héritier de l'UMP et avant elle du RPR, etc., «parti» institutionnel fondamental du régime de la V^e République, et ce risque nourrit des hésitations et des divisions dans les hautes sphères de la classe dominante.

Il est, de ce point de vue, hautement significatif que Valls, dans le même propos où il apportait ouvertement son soutien à Macron, a déclaré mercredi 29 mars que « *Même si François Fillon sortait vainqueur de ce combat, il faudrait aussi chercher à trouver des compromis avec la droite parlementaire.* » Au delà de la compréhensible indignation que de tels propos, finissant de caractériser politiquement leur auteur, suscitent dans l'électorat socialiste, ils ont pour fil à plomb la sauvegarde des institutions de la V^e République, intérêt général du capital.

La « trahison » de Valls, actée avant même d'avoir été effective, se fait donc, chose remarquable, au bénéfice à la fois de Macron et de Fillon !

Concernant le Parti socialiste, elle constitue sans doute le moment où s'ouvre la crise, malgré les dénégations de M. Cambadélis, plus florentin que jamais, qui annonce à la fois que les soutiens de Macron ne sont plus au PS et qu'il ne procède à aucune exclusion : cette langue de bois vise à paraître soutenir Hamon en espérant qu'il perdra, mais pas trop, pour négocier ensuite avec Macron.

Sauf qu'à tous les niveaux et surtout aux niveaux locaux et départementaux, le PS et ses franges ne le vivent pas du tout ainsi : c'est une volonté de clarification qui se fait jour.

B. Hamon, sans y insister suffisamment, a justement réagi en disant que c'est la politique de la déchéance de nationalité et de la loi El Khomri dont Valls est porteur quand il soutient Macron, que c'est pour elle qu'il agit ainsi. Certes. Il faut donc rompre avec tous les partisans de cette politique et unir tous ses adversaires. Et telle est la question ouverte par la crise du PS qui était bien entendu prévisible, prévue, et attendue. C'est pourquoi tous ceux qui s'énervent à déplorer qu'on parle encore du PS, en nous prévenant parfois qu'il est mort depuis longtemps, sont à côté du réel, un peu de la même façon que ces gauchistes américains qui rappelaient doctement cette vérité que le parti démocrate est capitaliste quand ses primaires donnaient dans les faits une majorité à Sanders. **La crise du PS n'ouvre pas un horizon tourné vers sa refondation, mais pose à toutes les forces politiques issues du mouvement ouvrier la question de leur réorganisation.**

Il y a deux réponses à cette question - apparemment trois, mais deux. Apparemment trois, disons-nous, parce que MM. Macron et Mélenchon veulent tous deux en finir avec « le PS » pour mettre à sa place leurs « Ligues » respectives « France insoumise » et « En marche ». Ce en quoi ils se rejoignent, hélas – hélas, car J.L. Mélenchon avait les moyens politiques (et assurément, intellectuels!), de prendre la tête de la troisième option, celle que nous soutenons : **la formation d'un ou de plusieurs partis ouvriers, avec des courants, fonctionnant démocratiquement, unis contre l'adversaire patronal et gouvernemental commun**, agissant pour battre Le Pen, Fillon et Macron et mettant en débat, au delà de l'accord sur l'urgence – sauver l'école et les services publics, bloquer les « plans sociaux » de licenciements, rétablir les retraites ...- le programme européen et internationaliste de rupture, tant avec l'Union Européenne qu'avec Trump et Poutine, sur la base de la démocratie et de l'union libre des peuples souverains.

Quels qu'en soient les mots, les formes, les limites et les variantes, le combat pour l'unité mené par divers courants - de Démocratie et Socialisme (G.Filoche) au POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique) en passant par de nombreux comités locaux – n'est pas le reliquat d'une nostalgie d'union de la gauche, mais le porteur de la recherche de cet avenir, dans la continuité des mobilisations de masse contre la loi El Khomri.

J.L. Mélenchon avait, disons-nous, les moyens politiques d'orienter les choses différemment. S'il ne l'a pas fait et entend s'y refuser jusqu'au bout, **c'est en raison de l'orientation de la « France insoumise »** : substituer aux partis et aux courants le rassemblement direct d'un « peuple » derrière son chef, uni contre « l'oligarchie » - Comme il l'a réexpliqué au *Parisien* le 23 mars dernier, il entend substituer au « *seul intérêt de classe* » l' « *intérêt général humain* » qui se ramène d'ailleurs à l' « *intérêt de la France* ».

Cette orientation se précise toujours plus au fur et à mesure que J.L. Mélenchon monte dans les sondages et que la volatilité de la situation fait que, même si elle est peu probable, sa présence au second tour ne peut être exclue (rappelons qu'en 2002, dans une situation pourtant moins volatile, les sondages avaient annoncé une grande percée de J.P. Chevènement, puis d'A. Laguillier, avant que ce ne soit J.M. Le Pen).

Assurément, des millions de travailleurs et de jeunes y voient la possibilité d'une rupture avec la politique des gouvernements précédents. Et c'est bien pour cela qu'il était tellement facile au candidat Mélenchon de prendre les devants pour l'unité et de l'imposer à son profit ... Mais non : le discours des « insoumis » est maintenant, non celui de l'unité pour rompre avec la politique des gouvernements précédents, mais l'espoir que, Hamon abattu par Valls et Macron, Mélenchon rattrapant Fillon capte un vote « ni droite ni gauche » en drainant abstentionnistes et électeurs du FN. Outre que ce scenario est un pari hypothétique et hasardeux, il conduirait à faire de la « France insoumise » le dernier rempart du régime de la V^o République !

Les polémiques vont donc monter toujours tant que toute une frange de militants n'aura pas réalisé que ses espoirs sont en train de servir à tout autre chose. Pour eux, il faut expliquer, expliquer et encore expliquer.

La bataille unitaire dans cette situation ne se suffit pas à elle-même mais permet de poser les jalons pour la suite. D'ores et déjà, elle permet d'engager le combat pour des candidatures unitaires aux législatives contre la V^o République, refusant au futur président, quel qu'il soit, les moyens de sa politique, pour imposer aux législatives la victoire politique et l'ouverture de la crise de régime que les dispositifs de tous les appareils veulent éviter.

Démocratie contre V^o République, unité ouvrière des courants librement associés contre la montée des Ligues plébiscitaires, tels sont les deux axes clefs pour le moment qui vient.

VP, 01-04-2017.

Quelques mots sur les questions européennes et diplomatiques dans la campagne

La question européenne est censée être un clivage à la fois fondamental et « transcendant le clivage droite-gauche », et ceci est vrai. Ce thème est commenté, reconnu et ressassé depuis longtemps, surtout depuis le déni de démocratie que fut la mise en œuvre de l'essentiel de ce qui avait été repoussé lors du référendum de 2005, par M. Sarkozy puis par M. Hollande.

Mais cette grille d'analyse est-elle pleinement valable sans actualisation aujourd'hui ?

Leçons du Brexit.

La crise de l'Union Européenne est largement ouverte, et si l'eurozone a tant bien que mal résisté jusque là, par la grâce de la « capitulation » du gouvernement Tsipras, à la crise de la dette

« publique » (guillemets de rigueur), le Brexit a eu lieu. Depuis maintenant 9 mois, et il commence à être mis en oeuvre.

Nous avons donc l'image d'un pays clef de l'UE (mais pas de l'eurozone) rompant avec celle-ci. Et donc le spectacle d'une rupture qui n'a pas apporté de progrès sociaux et démocratiques aux peuples britanniques et menace gravement les travailleurs étrangers de Grande-Bretagne.

Du point de vue, très invoqué, de la souveraineté, rien n'est résolu : d'abord parce que la City semble bien toujours gouverner le Royaume, n'est-ce pas ; mais aussi parce que le poids des États-Unis - des États-Unis de M. Trump - s'en est trouvé accru ; enfin parce que la crise du Royaume-Uni, loin d'être atténuée par cette sortie, en est considérablement augmentée, la question de l'unité de l'Irlande revenant sur le tapis du fait de la menace du rétablissement d'une frontière ceinturant l'Irlande du Nord, et la question du pacte entre les nations britanniques étant elle aussi rebattue, avec l'Écosse.

La sortie n'a rien réglé, mais elle a accentué toutes les questions.

L'expérience du Brexit, qui déjà est installée dans la durée, montre concrètement ce que l'on savait auparavant de façon théorique : que si les institutions de l'UE ne sont pas démocratiques et si la rupture avec l'UE peut être une nécessité démocratique et sociale, **elle ne règle rien par elle-même et peut très bien s'avérer le revers de la même médaille capitaliste**, tel le couple libre échange/protectionnisme

Bad dream.

Maintenant, imaginons Mme Le Pen présidente. Une hypothèse qui n'est pas absurde, notamment parce que le second tour Macron/Le Pen que l'on nous prépare ne garantit en rien un plébiscite populaire pour le premier.

D'après ses dires, elle ferait un référendum sur la sortie de l'UE en utilisant, comme le Royaume-Uni, l'article 50 (d'où le terme de *Frexit*, grigri de M. Asselineau), ou la sortie de l'euro, ou les deux (ce n'est pas très clair), tout en restant, par ailleurs, dans l'OTAN, qu'elle veut, comme M. Fillon, réconcilier avec Poutine et orienter contre les périls « musulmans ».

Peut-on alors imaginer que dans un tel référendum, toutes celles et ceux pour qui l'UE est antidémocratique, dont ceux qui ont fait, depuis des années, de la « rupture avec l'UE » l'alpha et l'oméga d'une perspective politique de changement, appelleraient à voter dans le sens voulu par Mme la présidente ?

Où plutôt qu'ils auront à cœur d'appeler au vote Non pour se débarrasser d'elle tout en mettant en cause le régime de la V^e République ?

D'ailleurs, ne devraient-ils pas dans ce cas de figure tout faire pour donner aux législatives de juin le caractère d'un contre-plébiscite, d'un référendum pour liquider la présidente, et, par la même occasion, la présidence ?

Ce faisant, en appelant à la défaire et la chasser par la victoire du Non, se renieraient-ils, les adversaires de l'UE ?

Certainement pas : le combat pour la démocratie exigerait la rupture avec la V^e République et ceci n'empêcherait pas, mais permettrait au contraire, de mettre en discussion la rupture avec l'UE.

Mais cela obligerait à ouvrir, enfin, le débat public sur une alternative démocratique à celle-ci, une véritable union des peuples souverains, forme actualisée de ce que le mouvement ouvrier international, bien avant l'UE, avait un temps appelé États-Unis socialistes d'Europe ...

Les quatre "grand candidats" , l'Union Européenne, l'OTAN et la Russie.

Les deux principaux candidats de la classe dominante aux présidentielles françaises, Macron et Fillon, n'ont pas des positions si éloignées que cela sur l'UE en tant que telle.

Le premier est accès sur la restauration du « couple franco-allemand », intégrant si possible l'Italie : il annonce qu'il faudra pour ce faire que la France accepte de lever son « *tabou* » en matière de « *souveraineté* », en acceptant une unité budgétaire de l'eurozone, tout en essayant de faire en sorte que l'Allemagne lève le sien en matière de finances, puisqu'elle serait la première contributrice au budget.

Le second a choisi Berlin, le 23 janvier dernier, pour appeler à constituer une « *communauté européenne de défense* ». La différence avec Macron, outre la question lourde du budget de l'eurozone, intervient sur le fait qu'il entend y associer la Russie, tout en réorientant l'OTAN contre les dangers « musulmans », à l'instar de Mme Le Pen.

Ces positions reflètent les dilemmes et les faiblesses de l'impérialisme français, conduit à manœuvrer entre États-Unis, Allemagne et Russie. Elles sont par nature très amovibles, quand bien même Macron affiche des atomes crochus avec Mme Merkel, et Fillon en a-t-il de notoires, comme Mme Le Pen, avec M. Poutine.

Le rapport ambigu et contradictoire entre les positions européennes de MM. Macron et Fillon se retrouve dans les positions de MM. Mélenchon et Hamon.

Le programme de la « France insoumise », antérieur à l'investiture de B. Hamon, parle d'un « plan A » et d'un « plan B ».

Le plan A consisterait en ce que la France reprenne à la BCE (Banque Centrale Européenne) et aux institutions européennes beaucoup d'instruments réglementaires et financiers, tout en engageant des négociations. Négociations sur une réforme de la BCE visant à lui faire financer les réformes annoncées par un « *fond européen de développement solidaire* » - selon le « manifeste des économistes avec Mélenchon » - relevons ce fait : **un candidat qui passe pour adversaire de l'UE dit vouloir financer ses promesses par le moyen de la BCE créée par le traité de Maastricht**. Et négociations sur un règlement des dettes publiques et sur une révision des critères du traité de Maastricht.

Si ces négociations n'aboutissent pas, on passerait au « plan B », que les partisans de J.L. Mélenchon interprètent comme la rupture avec l'UE, ce qui n'est pas le cas selon le candidat, qui a déclaré à la réunion de la « gauche radicale » à Rome le 11 mars dernier que « *le plan B, c'est le plan A maintenu* » et donc, si l'on comprend bien, non pas le Brexit, non pas l'article 50, mais la sortie unilatérale des traités européens tout en restant dans l'UE, condamnée à une refondation par la

France, laquelle est ici supposée avoir cette puissance et pouvoir la dicter à l'Allemagne, notamment.

On voit qu'au total, cette position ne peut que difficilement s'énoncer clairement ; il en va de même de celle de B. Hamon, qui, dans le cadre accepté de l'UE, veut introduire des écarts par rapport aux contraintes des traités européens et à la question des dettes « publiques », et pimente le tout par l'idée de Thomas Picketty d'un parlement de l'eurozone, idée dont il serait surprenant qu'elle mobilise des foules.

Toutefois, prétendre qu'un fossé sépare les deux candidats sur la question européenne quand on considère leurs positions explicites n'a rien d'évident. **La vraie divergence ne porte pas sur l'UE**, sujet sur lequel les contradictions du capitalisme français déterminent le flou réel des propositions des uns et des autres, **mais sur les questions militaires et diplomatiques**.

J.L. Mélenchon ne préconise pas de réorientation de l'OTAN, mais la sortie. Lors du débat télévisé du 20 mars, il a complété sa position (sans tenir compte du « programme » adopté par ses partisans) en proposant une conférence pan-européenne qui œuvrerait pour la « paix » en concédant à la Russie des rectifications de frontières en Europe centrale et orientale !

Fillon l'a immédiatement approuvé, Hamon s'y est opposé, Le Pen n'a rien dit et s'est envolée pour Moscou peu après. Le mercredi suivant J.L. Mélenchon tweetait sur le fait que Pologne et Hongrie elles aussi (en plus de la Russie) ont droit à des morceaux d'Ukraine.

En somme, soyons clairs : il propose à Poutine de dépecer l'Ukraine et appelle cela « la paix ». Même Mme Le Pen n'était pas allée aussi loin.

Le fondamental non-dit.

Complétons ce tableau en ajoutant que tous les 4 principaux candidats respectent trois tabous fondamentaux :

- la force de frappe nucléaire française offensive (on peut certes vouloir « sortir du nucléaire », mais il est implicite qu'il ne s'agit que du nucléaire civil !),
- la présence militaire et paramilitaire française en Afrique,
- la nécessité de hausser les budgets militaires (sur ce point, J.L. Mélenchon condamne le programme de l'OTAN visant à aller à 2% du PIB, mais ses positions sur le rétablissement du service militaire universel et mixte impliquent une hausse comparable).

Diplomatie française et Russie : un épisode révélateur

Les hésitations françaises concernant les relations avec la Russie ne sont pas nouvelles. M. Sarkozy s'était fait passer pour un croisé de l'Occident en 2008 tout en négociant avec Poutine le gel des positions militaires conquises par celui-ci en Géorgie : il en était résulté le contrat sur les Mistral, annulé après beaucoup d'hésitations par Hollande suite à l'annexion de la Crimée et à l'intervention militaire « hybride » de la Russie au Donbas ukrainien. B. Hamon, seul, a réagi vivement au « scoop » de Mélenchon sur la révision des frontières lancé à la fin du débat télévisé du 20 mars.

Mais quelques jours plus tard, il était représenté par le député Pascal Cherki à une réunion surréaliste : une assistante parlementaire russe, Maria Katasonova, qui avait offert devant les écrans un bouquet de roses bleues à Mme Le Pen, laquelle l'avait invitée en France, et qu'une petite inspection sur le net montrera jouant les bimbos mais kalachnikov en main, au Donbas, appelant à la 3^e guerre mondiale en cas de résistance ukrainienne, et à un nouvel ordre mondial symbolisé par les trois idoles : Trump, Poutine, Le Pen, bref une belliciste fascisante de la pire eau, s'est trouvée le 28 mars dans une salle de l'Assemblée nationale française pour une réunion où étaient invités les candidats ou leurs représentants pour parler de l'alliance franco-russe.

Trois candidats sont venus en personne : MM. Dupont Aignan, Asselineau et Cheminade, et outre B. Hamon par P. Cherki, Le Pen était représentée par David Rachline, Fillon par Axel Poniatowski, et Mélenchon par Djorge Vuk Kuzmanovic, son expert « géopoliticien » et officier de réserve (quelle brochette !). Ce dernier s'est distingué en se félicitant de participer à cette réunion, par avance, sur les réseaux sociaux.

Trois ont décidé de ne pas venir ou de ne pas être représentés et ce sont Macron, Arthaud et Poutou (Jean Lassalle, qui fut récemment promené à Damas chez B. El Assad, a sans doute zappé la réunion).

Que seul E. Macron, parmi les « grands candidats », ait eu (lui ou son staff qui, il est vrai, a voulu le présenter déjà comme « ciblé par la Russie ») ait eu l'intelligence de ne pas mettre les pieds dans un forum centré sur une authentique fasciste appelant à la guerre mondiale, en dit long sur l'état de la pensée diplomatique française en général aujourd'hui. Mais ce n'est pas un problème intellectuel, mais une conséquence de la situation réelle de l'ancienne puissance qui louvoie et hésite.

En manière de conclusion.

Alors n'est-il pas temps de reprendre le débat sur la question européenne en le situant dans son cadre réel, qui n'est pas la seule UE mais l'ensemble du continent ainsi que la Méditerranée et tous ses riverains, et pour une perspective qui n'est ni l'UE ni le Frexit, mais qu'il faut maintenant soumettre au débat à grande échelle ?

VP, 02-04-2017.

Vous ne voulez pas nous perdre de vue ? Abonnez-vous au site :

<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>